

Ces zones de conflit que le Covid-19 fait (presque) oublier

Publié le 17/06/2020 à 14h17 - Anne Guion, Corine Chabaud et Jordan Pouille



L'annexion de la vallée du Jourdain est prévue pour le 1er juillet prochain. Reuters

Alors que le Sars-CoV-2 continue de se propager dans le monde, certains États connaissent des situations critiques qui sont passées sous silence depuis mars : guerre civile, conflit politique, crise humanitaire. Coup de projecteur sur une poignée de ces « points chauds » du globe.

Israël-Palestine : la Cisjordanie menacée d'annexion

Ce serait la mort de la solution à deux États, la fin de la promesse d'un État palestinien viable. Annoncé par le gouvernement d'union d'Israël le 17 mai 2020, le projet d'annexion de la vallée du Jourdain et des colonies israéliennes de Cisjordanie devrait être mis en œuvre à partir du 1er juillet. Celui-ci reprend les termes du plan de résolution du conflit israélo-palestinien de Donald Trump et devrait concerner 30% à 40% de la Cisjordanie, qui seraient alors soumis à la souveraineté israélienne. En réaction, le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas a annoncé qu'il rompait les accords en cours avec les Israéliens et les Américains, et notamment celui qui régit la coopération militaire dans les territoires occupés.

Dans les faits, le statut réel de ces zones, considérées comme faisant partie de facto d'Israël depuis 1967, ne changera guère.

Même les colons israéliens en Cisjordanie – ils sont 450.000 – ne voient pas le projet d'un bon œil. Les plus radicaux estiment que celui-ci ne va pas assez loin et demandent l'annexion totale de la Cisjordanie. Quant aux autres, les plus pragmatiques, ils ne voient pas l'intérêt de cette mesure qu'ils considèrent comme « symbolique » puisque, de toute manière, les territoires concernés sont déjà intégrés dans l'État hébreu. Dans les faits, le statut réel de ces zones, qui sont déjà sous administration civile israélienne et considérées comme faisant partie de facto d'Israël depuis 1967, ne changera guère. L'annexion n'est que l'officialisation d'une politique de colonisation assumée par les gouvernements israéliens successifs... en totale violation du droit international.

À deux semaines de l'échéance, l'Union européenne tente de l'empêcher. En vain pour le moment. Parallèlement, le dossier Palestine progresse à la Cour pénale internationale (CPI). En décembre 2019, la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, avait annoncé l'ouverture d'une enquête sur la colonisation des territoires palestiniens. Elle demandait néanmoins aux juges de confirmer au préalable sa compétence légale pour enquêter sur d'éventuels crimes de guerre en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza. Les magistrats devraient rendre leur décision dans les semaines qui viennent.

Syrie-Irak : l'État islamique regagne du terrain

En Irak et en Syrie, l'État islamique (ÉI) reprend peu à peu des forces. L'organisation djihadiste, qui a perdu son ancrage territorial en Irak en 2017 puis en Syrie en 2019, n'y a pas disparu pour autant. La montée des tensions entre l'Iran et les États-Unis et les conséquences de l'épidémie de Covid-19 lui donnent l'occasion de revenir sur le devant de la scène. Surtout en Irak où les djihadistes exploitent les failles du dispositif sécuritaire qui se sont accentuées depuis l'assassinat ciblé à Bagdad, en janvier 2020, du général iranien Qassem Soleimani par une frappe américaine. Résultat : les opérations se sont multipliées ces dernières semaines. Selon le Washington Institute for Near East Policy, un think tank américain, les djihadistes y ont déjà mené 566 attaques lors des trois premiers mois de 2020. Ce qui est nettement supérieur à la même période de 2019.

Certains spécialistes estiment que l'ÉI serait désormais capable de prendre de nouveau le contrôle d'une petite ville.

Même phénomène côté syrien, quoique de moindre ampleur. Dans la Badiya, une zone entre Homs et Deir ez-Zor, les djihadistes tendent des embuscades aux unités loyales à Bachar al-Assad. Certains spécialistes estiment même que l'ÉI serait désormais capable de prendre de nouveau le contrôle d'une petite ville, ce qui aurait une portée symbolique considérable. Dans la vallée de l'Euphrate, l'État islamique garde de nombreux soutiens. Ses combattants, mêlés à la population, profitent de ce répit pour consolider leur influence.

Autre sujet de préoccupation : la sécurité des prisons et des camps où vivent les familles de djihadistes. Dimanche 3 mai, un mouvement de protestation a de nouveau secoué la

prison d'Hassaké, en Syrie. Regroupant 5.000 prisonniers, majoritairement étrangers, ce centre de détention avait déjà été le théâtre d'une mutinerie le 29 mars. Quant aux camps où sont retenues des femmes étrangères de combattants, dont certaines sont toujours acquises à la cause djihadiste, ils sont devenus de véritables poudrières.

Libye : victime d'une guerre par procuration

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, deux autorités se disputent le pouvoir en Libye : le Gouvernement d'entente nationale (GEN) de Fayez el-Sarraj, reconnu par les Nations unies, et l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, qui tient l'est du pays.

En avril 2019, l'ANL d'Haftar attaque le GEN et tente de prendre la capitale, Tripoli.

Depuis, le conflit n'a cessé de s'enliser aux abords de la capitale, jusqu'à tourner en défaveur des forces assaillantes. Il s'est même transformé en un face-à-face par procuration entre la Turquie – qui soutient ouvertement et massivement le GEN – et la Russie qui, à la tête d'une coalition de parrains étrangers (Émirats arabes unis, Égypte et Arabie saoudite), offre son appui au maréchal Haftar.

Enjeu principal du conflit : les réserves pétrolières de l'est du pays, les plus importantes d'Afrique. Depuis le 10 juin, les parrains turcs et russes tentent de négocier en coulisses un cessez-le-feu sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (Onu). Les violences ont fait des centaines de morts et plus de 200.000 déplacés.

Yémen : la population civile aux abois

La situation humanitaire au Yémen est catastrophique, l'une des pires au monde selon l'Onu. Ce pays aride au climat désertique – le plus indigent de la péninsule arabique – est en guerre depuis cinq ans. Combattants aguerris des montagnes du nord, les Houthis, des rebelles chiites soutenus par l'Iran, gagnent du terrain depuis leur prise de la capitale, Sanaa, en janvier 2015. En face, les forces gouvernementales du président Abdrabbo Mansour Hadi, exilé à Riyad, sont soutenues par une coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite, État sunnite. En avril, cette coalition a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, vite devenu caduc. Pays très affecté par la pandémie et la chute des cours du pétrole, l'Arabie saoudite voudrait en finir avec ce conflit impossible à gagner.

Les Houthis, autoqualifiés de « mouvement des déshérités », contrôlent 20% du territoire mais 80% de la population. Ils se considèrent comme légitimes à la tête du Yémen. Terre d'accueil des djihadistes, soumise à divers périls séparatistes, la nation très divisée menace de se fragmenter. « *Les espoirs de paix au Yémen sont malheureusement très lointains* », estimait récemment Franck Mermier, directeur de recherche au CNRS, qui se désole des destructions causées par les bombardements, notamment dans deux quartiers de Sanaa et des sites archéologiques. La coalition bénéficie du soutien stratégique des États-Unis, mais aussi du Royaume-Uni et de la France. Une enquête journalistique a montré que l'Hexagone lui aurait même vendu des navires qui participent au blocus.

À cause du blocus exercé par la coalition saoudienne, 12 millions de Yéménites souffrent de la faim, dont 5 millions de mineurs.

La population civile yéménite subit de plein fouet cette « sale guerre », qui aurait déjà causé la mort d'au moins 100.000 personnes, dont de nombreux enfants. Le pays compte aussi des millions de déplacés, dont 94.000 depuis janvier. En outre, à cause du blocus aérien et maritime des produits alimentaires organisé par la coalition saoudienne, ce sont 12 millions de Yéménites qui souffrent de la faim, dont 5 millions de mineurs (sur 29 millions au total). Bien des familles se contentent d'à peine un repas par jour. Le recrutement des habitants par les milices s'est généralisé : c'est par ces réseaux que les familles se procurent à manger.

Officiellement, le Covid-19 n'aurait fait qu'une centaine de morts. Pourtant, la majeure partie des structures de santé ne fonctionne plus. La dengue et le choléra sévissent aussi. Les pénuries d'eau potable et les coupures d'électricité se généralisent. Le taux de pauvreté s'est accru en raison de la guerre. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) estime aujourd'hui que 75% de la population vit dans une situation de pauvreté, contre 47% en 2014. Cependant, la population résiste. Début juin, après l'assassinat d'un journaliste vidéaste travaillant notamment pour l'AFP, la foule a réclamé dans la rue plus de liberté d'expression. Comme elle l'avait fait massivement en 2011, dans la foulée du printemps arabe.

Bolivie : une élection présidentielle annoncée en septembre

Autrefois partie de l'empire inca, la Bolivie, nation andine de 11 millions d'habitants, connaît depuis un an une crise politique aiguë. Élu en 2006, le président Evo Morales, paysan syndicaliste cocalero (cultivateur de coca) issu d'une famille aymara, premier « indigène » à la tête du pays, s'est présenté pour briguer un quatrième mandat en octobre 2019. Sans respecter le résultat d'un référendum qui avait rejeté la possibilité de sa nouvelle candidature. Après 21 jours de manifestations en raison de fraude électorale supposée, le Président, âgé de 60 ans, a fui au Mexique puis en Argentine, où il demeure, auprès de ses deux fils et d'une vaste communauté bolivienne exilée. Une enquête parue dans le *New York Times* en juin tord le cou à la rumeur de fraude électorale.

Au pouvoir depuis janvier sans avoir été élue, Jeanine Añez, 53 ans, sénatrice et désormais présidente intérimaire, avait deux missions : convoquer rapidement de nouvelles élections et unifier le pays. Au nom de la crise sanitaire, le scrutin présidentiel prévu en mai a finalement été repoussé au 6 septembre. Sur le plan idéologique, le pays s'est davantage fracturé. Luis Arce, l'actuel leader du Mas (Mouvement vers le socialisme) et dauphin d'Evo Morales, est en tête dans les sondages, quand Jeanine Añez n'est que troisième, derrière le candidat centriste Carlos Mesa.

Beaucoup pensent que la crise du coronavirus, qui a fait jusqu'à présent environ 600 morts, est instrumentalisée.

Malgré le confinement total imposé depuis le 22 mars, le nombre de contaminations par le coronavirus (plus de 18.000) explose depuis un mois, notamment dans l'est du pays et à Santa Cruz, la capitale économique. Dans ce pays, parmi les plus pauvres du sous-continent latino-américain et où une grande partie de la population vit du travail informel, la quarantaine serait très mal respectée. Au point que les maires de La Paz et de El Alto auraient décidé de marquer les maisons des malades d'un écriteau : « *Il y a le Covid-19 ici !* » Beaucoup pensent que la crise du coronavirus, qui a fait jusqu'à présent environ 600 morts, est instrumentalisée. Elle permettrait à l'avocate conservatrice au pouvoir de persécuter les opposants politiques et de limiter la liberté d'expression. En outre, un scandale de corruption a éclaté au sujet de l'achat frauduleux de 170 respirateurs par l'État à l'Espagne : le ministre de la Santé a démissionné, le troisième en trois mois !

Ajoutée à la crise politique et sociale, la crise sanitaire commence à avoir des effets désastreux pour l'économie bolivienne, déjà mal en point. Le soir, aux fenêtres, d'assourdissants *cacerolazos* (« concerts de casseroles ») dénoncent la gestion très improvisée de la Présidente intérimaire. L'Église lui reproche aussi de placer ses proches à la tête des institutions publiques. Ses partisans, à l'inverse, réclament de repousser encore le scrutin présidentiel, en raison du risque lié à la pandémie en septembre.

Hongkong : une nouvelle loi contre les libertés ?

La crise hongkongaise est repartie de plus belle après la réunion plénière du Parlement chinois, fin mai à Pékin. Une nouvelle loi « de sécurité nationale » y a été adoptée, pour interdire « *la trahison, la sécession, la sédition et la subversion* » à Hongkong, en réponse aux manifestations massives de l'opposition démocratique en 2019. Les manifestants redoutent que cette loi n'annonce la fin de leurs libertés, dans un territoire qui jouit toujours d'une large autonomie par rapport aux autres régions de Chine.

En un an, la police hongkongaise a arrêté 8981 personnes en lien avec les manifestations. La plupart font encore l'objet d'une enquête et se retrouvent placées sous liberté conditionnelle. Une minorité demeure au centre de détention de Lai Chi Kok, aux abords duquel se tient un rassemblement de solidarité chaque soir. Dans une tentative de maintenir l'attention des trumpistes, leurs plus puissants alliés, plusieurs figures prodémocratie dénoncent violemment les manifestations de Black Lives Matter, qu'elles accusent d'être noyautées par le Parti communiste chinois, puisque figurent dans ses rangs des militants antifascistes, hâtivement étiquetés de communistes.

Une majorité d'entreprises soutiennent la nouvelle loi, espérant un impact positif pour leurs affaires.

Selon un sondage de la Chambre de commerce hongkongaise, une majorité d'entreprises soutiennent la nouvelle loi, espérant un impact positif pour leurs affaires. Friandes de stabilité, certaines multinationales ont, de fait, déjà déménagé leurs sièges Asie à Singapour, cette place financière hybride, savant dosage d'autoritarisme et de démocratie. Si la situation devenait dramatique, Londres s'est dit prête à faciliter l'accession à la citoyenneté

britannique à 350.000 Hongkongais. D'autres pourront obtenir l'asile à Taiwan, qui mijote un vaste programme d'intégration, avec logement et emploi à la clé.

Anne Guion, Corine Chabaud et Jordan Pouille pour le journal LA VIE